

Le Conseil suprême
des Alliés a reconnu
le gouvernement de
l'amiral Koltchak.

LES DÉCISIONS DES "QUATRE" SONT DÉFINITIVEMENT ARRÊTÉES

EXCELSIOR

10^e Année. — N° 3.127. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes.

Pierre Lafitte, fondateur.

Téléphone : Gutenberg 02-73 - 02-75 - 15.00. — Adresse télégr. : Excel-Paris.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLÉON

20, rue d'Enghien, Paris.

VENREDI

13
JUIN
1919

La plupart des
hommes sont plus
capables de gran-
des actions que de
bonnes.

MONTESQUIEU.

LES PLÉNIPOTENTIAIRES TURCS SONT ARRIVÉS HIER A ONZE HEURES ET DEMIE A VAUCRESSON



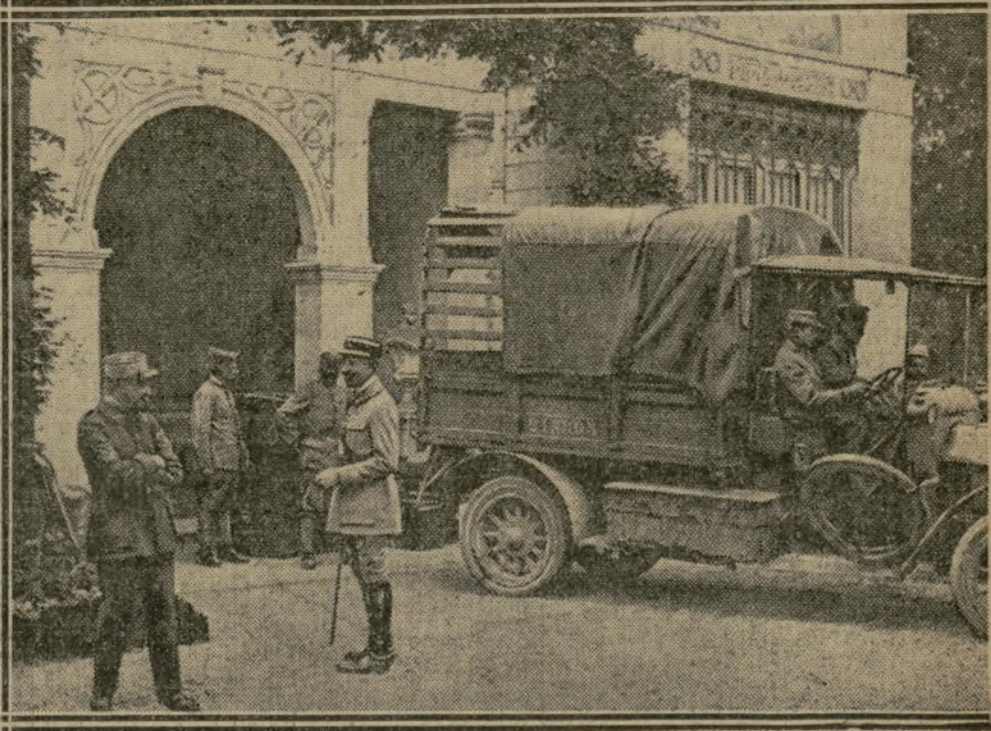
LA DÉLÉGATION OTTOMANE DÉBARQUANT A VAUCRESSON

Les quatre plénipotentiaires ont touché barre, hier matin, à la gare de Lyon. De là, un train de ceinture les a menés à Vaucresson, où ils sont logés, ainsi que nous l'avons dit, à la villa « La Vaucressonnière ». La délégation a été reçue par M. de Montille, représentant le ministre des Affaires étrangères. Sur notre



LES BAGAGES DE LA MISSION A LA GARE DE VAUCRESSON

première photo, on voit, de gauche à droite, au premier plan : un colonel anglais ; Damad Ferid pacha, chef de la mission ; le colonel italien Cassati ; le colonel Henry et M. de Montille. Invités par le gouvernement, les plénipotentiaires viennent pour fournir certains renseignements à la Conférence de la paix.



L'ARRIVÉE DES BAGAGES A « LA VAUCRESSONNIÈRE »

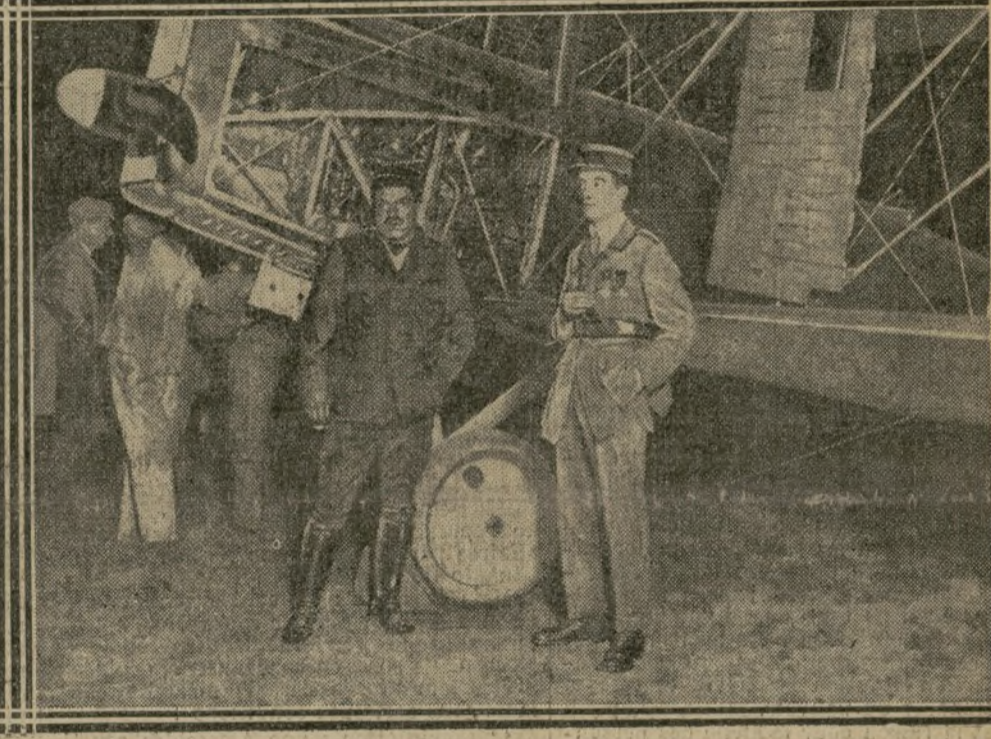
UN BANQUET EN L'HONNEUR DU L' READ ÉLÈVES DE CENTRALE CONDUCTEURS DE TRAMS LE RAID PARIS-CONSTANTINOPE A ÉCHOUÉ



TABLE PRINCIPALE OU SE TROUVENT READ ET BELLINGER
Hier, à 13 heures, un déjeuner a été donné par l'Aéro Club d'Amérique, pour fêter la première traversée de l'Atlantique en avion. On voit ici, en partant du second personnage, à gauche : le capitaine aviateur de L'Escaille, Bellinger, Read et M. Hugh C. Wallace.



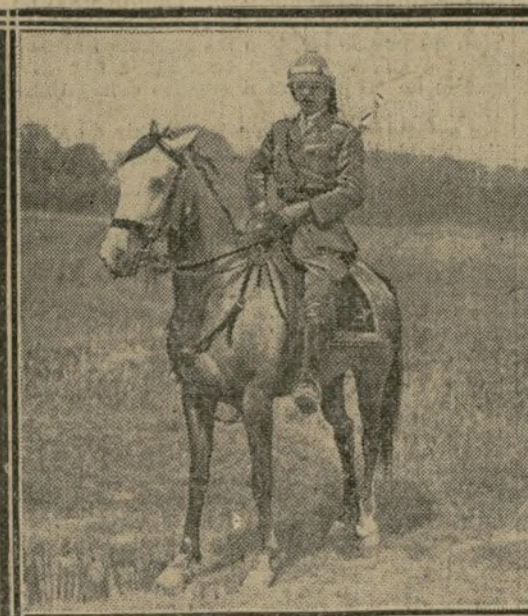
UNE DES « VOITURES-ÉCOLES » QUI SERVENT AUX ESSAIS
Déjà wattmen du Métro, certains élèves de l'École Centrale se disposent à conduire les tramways parisiens, en remplacement des professionnels actuellement en grève. Dans des « voitures-écoles », ils ont fait hier leurs essais avec des professionnels encore mobilisés.



LE CAPITAINE LAFON ET SON MÉCANICIEN AU DÉPART

Le capitaine Lafon et son mécanicien Farcy, dont nous avons annoncé la tentative, sont partis hier matin du Bourget, dans l'espoir de couvrir 2.500 kilomètres. Ils ne sont allés que jusqu'à Lunéville, où ils ont atterri sans se blesser, mais en brisant l'appareil.

UNE MISSION DU HEDJAZ S'ENTRAÎNE POUR PRENDRE PART AUX OLYMPIADES PERSHING



LE GÉNÉRAL NOURY-AS-SAÏD



LE GROUPE DES MEHARISTES



UN MEHARI EN COURSE

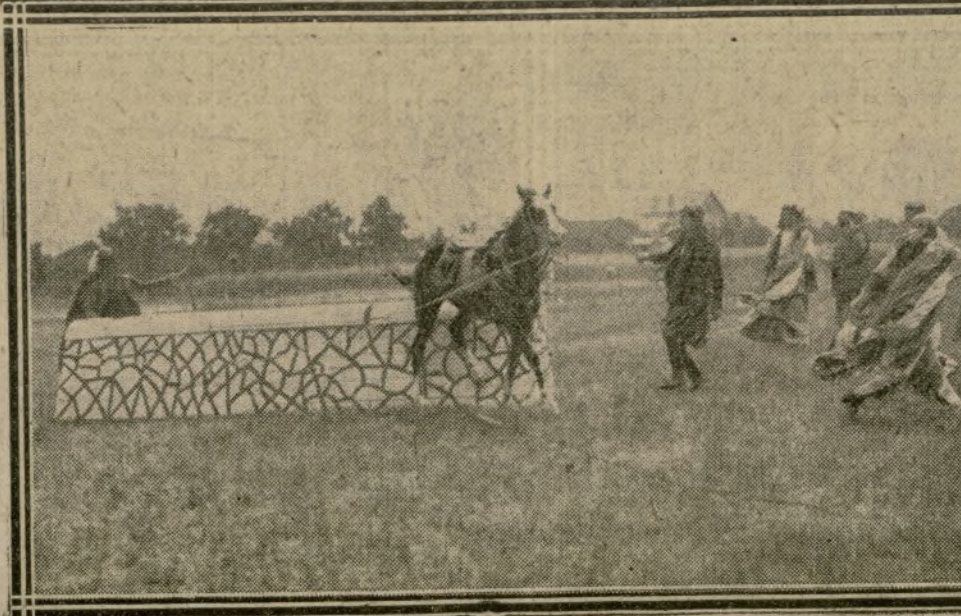


LE CHEF DES CAVALIERS



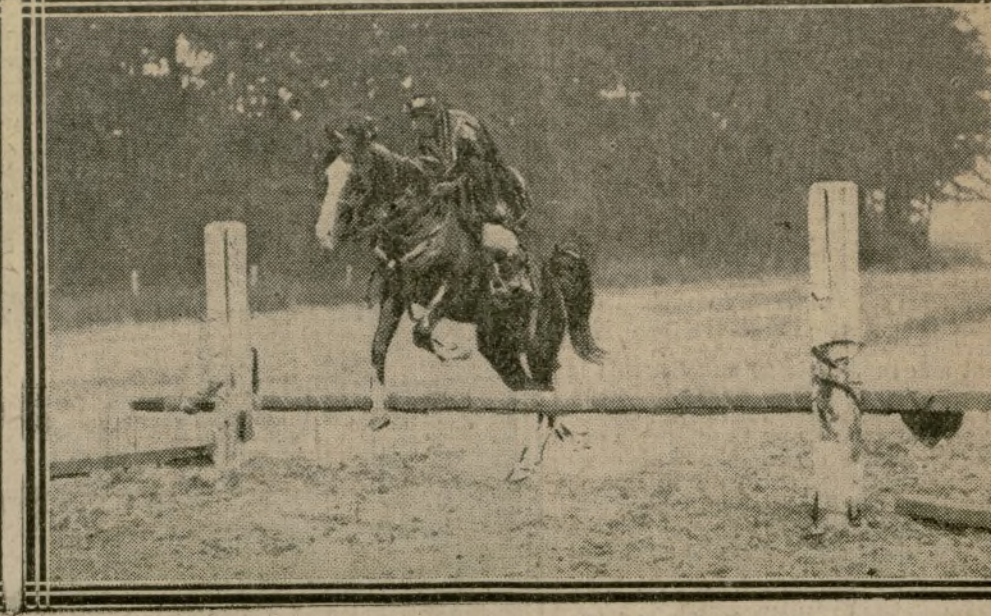
UN GROUPE DE CAVALIERS

Une mission arabe du Hedjaz vient d'arriver en France. Elle est actuellement à Champigny. Là, sur une piste réservée à ses cavaliers et à ses meharistes, elle s'entraîne sévèrement en vue des Olympiades Pershing, sous le commandement du général Noury-as-Saïd, qui est lui-même un cavalier de premier



UN ESSAI DE SAUT A LA LONGUE

ordre. Magnifiques dans la course en plat, les chevaux du Hedjaz ignorent l'obstacle. Leurs cavaliers les entraînent à la longe, et, après cinq minutes d'essais, ils sautent librement la barrière. Pour la première fois, on voit des officiers arabes en tenue européenne et portant leur moustache noire à l'américaine.



LE PREMIER OBSTACLE FRANCHI

QU'ARRIVERAIT-IL SI L'ALLEMAGNE NE SIGNAIT PAS ?

Les Allemands ont sollicité, au mois de novembre, l'armistice et accepté toutes nos conditions pour échapper à un désastre militaire.

Le refus de signer pourrait être seulement considéré comme une manœuvre politique.

Les dirigeants de la République allemande se contentent-ils des modifications que les quatre ont consenti à apporter au traité ? Ils font dire qu'ils ne s'en contentent pas. De leur côté, les Alliés déclarent qu'ils sont au bout de leurs concessions. Alors, si l'Allemagne s'entête à ne pas donner sa signature, qu'arrivera-t-il ?

Il arrivera d'abord que l'armistice prendra fin automatiquement. On en reviendra donc à l'état de guerre. En pressions nous de dire que l'état de guerre ne serait pas la guerre. Toutes les dispositions du maréchal Foch sont prises et, d'avance, elles condamneraient l'ennemi à une impuissance absolue.

L'Allemagne n'a plus de forces à opposer aux Alliés. Tout ce qu'elle possède en fait d'armée constituée est en fait la frontière polonoise (on parle de trois cent mille hommes, dont il faut peut-être rabattre un tiers ou la moitié). Dans le reste de l'empire, il n'y a que des « gardes blanches », disséminées dans les villes où subsistent des foyers d'insurrection et occupées au maintien de l'ordre. La pression exercée par le maréchal Foch serait irrésistible.

Personne ne songe sérieusement, en Allemagne, à une guerre de défense nationale. Les quelques échauffés qui ont proposé d'imiter le soulèvement de la Prusse contre Napoléon n'ont pas trouvé d'écho. Les Allemands n'ont pas de goût pour l'héroïsme inutile. Se battre pour l'honneur, comme l'a fait la France en 1871 et après Sedan, n'est pas dans leurs habitudes. Au mois de novembre, ils ont sollicité l'armistice et accepté toutes nos conditions pour échapper à un désastre militaire. Ils ont préféré être occupés plutôt que d'être envahis. Ce n'est pas maintenant qu'ils vont, de gaité de cœur, se faire envahir.

Volonté pour leur refus de signer — s'ils persistent au dernier moment dans cette attitude — devra être regardé surtout comme une manœuvre politique.

Le comte Brockdorff-Rantzau a fait, à Versailles, ce qu'il a pu à sa place tout négociateur d'une puissance vaincue. Il a tenté par tous les moyens d'adoucir le traité. C'est ce que Thiers avait essayé pour la France en 1871 et il avait réussi à garder Belfort. Mais la tâche d'un gouvernement dans une situation pareille ne s'arrête pas là. Il doit encore compter avec son pays. Même quand il a reconnu que l'acceptation de la paix est inévitable, il doit la faire ratifier par son opinion publique et son Parlement.

Or, le gouvernement de Scheidemann est faible. Il est attaqué à la fois par l'extrême-droite militariste et par l'extrême-gauche pacifiste. C'est sur la question de la paix que ses adversaires l'attaquent. La réaction espère qu'une protestation patriotique renversera les socialistes majoritaires et entraînera peut-être une restauration. Quant aux communistes, ils se tiennent prêts, dans toutes les hypothèses, à signer ou à refuser, à profiter du trouble général et de la tension des esprits pour proclamer la révolution bolchevique et essayer de s'emparer du pouvoir.

C'est la raison pour laquelle des personnes bien informées, parmi les Alliés, tendent à croire que le gouvernement Scheidemann-Brockdorff, ne se sentant pas assez fort pour accepter et refuser la paix, déclinera la responsabilité de la signature. Il se retirera, tout simplement. Il mettrait les Alliés devant une Allemagne privée de gouvernement, devant une Allemagne vide, et leur laisserait le soin de s'arranger avec ses successeurs.

On peut, en effet, envisager cette hypothèse, que les personnes qualifiées de l'Entente ont examinée et ne négligent pas. En réalité, cette menace n'est pas très sérieuse et ne constitue qu'un épouvantail.

D'abord cette politique du désespoir ne correspond guère à celle de Scheidemann et de ses amis. Un parti qui n'a ni le pouvoir de gâté de cœur, ensuite cette tactique ressemblerait à celle de Gribouille.

Pour embarrasser les Alliés, l'Allemagne s'exposerait elle-même, par absence de gouvernement, aux pires difficultés. L'anarchie intérieure, le séparatisme, tout ce que Scheidemann et ses collaborateurs ont combattu avec énergie se produirait spontanément. Ou bien les partisans de la paix à tout prix deviendront les maîtres à Berlin. Ou bien les gouvernements d'Etats particuliers, peut-être même des gouvernements locaux surgis sur divers points, demanderaient aussitôt à traiter séparément avec les Alliés.

Ceux-ci n'ont donc qu'à être fermes et à ne pas s'écarter de la ligne qu'ils se sont tracée. Alors, même si le comte Brockdorff n'a pas voulu donner sa signature, l'Allemagne, après un peu de temps, s'écroulera. Deux jours après l'abdication d'Guillaume II, l'armistice était en fait accompli. L'abdication de Scheidemann n'empêchera pas davantage la marche inexorable des choses.

Jacques BAINVILLE.

LE BILAN DE L'ÉPARGNE

En exposant, au Parlement, la politique financière et fiscale du gouvernement, le ministre des Finances a fait, en ce qui concerne l'épargne française, les déclarations les plus encourageantes au point de vue du relèvement national.

Loin de s'affaiblir depuis l'armistice, l'instinct de prévoyance s'est, au contraire, manifesté partout avec plus de force que jamais. C'est ainsi que, du 1^{er} janvier au 15 mai 1919, l'excédent des dépôts sur les retraits, dans les Caisses d'épargne, a dépassé le double des excédents pour tout l'an dernier.

Quant aux souscriptions aux Bons de la Défense Nationale et aux Bons du Trésor, elles ont atteint, pendant la même période, 9 milliards de francs, soit un chiffre mensuel, moyen de tous les meilleurs résultats mensuels antérieurs, et cela bien que le taux d'intérêt des Bons de la Défense Nationale à 6 mois ait été réduit et porté à 1/2 0/0, pour le plus grand profit de l'Etat.

Ces heureux résultats indiquent qu'à tous les degrés de l'échelle sociale se marque maintenant le souci permanent et incessant, pour chacun d'entre eux, de l'avenir prospère de la France : c'est de bon augure pour le temps de paix qui va venir.

VERS LA RECONSTITUTION DE LA RUSSIE

LE CONSEIL SUPRÊME DES ALLIÉS RECONNAÎT ET CONSACRE L'EXISTENCE DU GOUVERNEMENT DE KOLTCHAK

Il le fait par une note qui assure à ce gouvernement l'aide matérielle et morale des puissances alliées et associées, à la suite de l'acceptation, par l'amiral Koltchak, des conditions qui lui avaient été posées et des garanties qui lui avaient été demandées.

Une Assemblée constituante devra être élue, et le régime démocratique auquel tend la Russie tout entière devra être respecté.

Une décision d'une importance capitale a été prise, hier, par le Conseil suprême des Alliés. Le gouvernement de l'amiral Koltchak a été reconnu. Tel est le sens de la note que le Conseil a adressée à l'amiral, et dont le texte figure ci-dessous. Ce n'est pas seulement une reconnaissance, c'est une consécration.

Ainsi, depuis hier, aux yeux des puissances alliées et associées, la Russie a un gouvernement qui trouvera auprès d'elles toute l'assistance matérielle dont il a besoin. Le régime bolchevique est considéré désormais comme inexistant au point de vue international, du moins en ce qui concerne l'Entente.

Mais les puissances alliées ont exigé, pour la reconnaissance du gouvernement Koltchak, que celui-ci s'engageât à ne point aller à l'encontre du développement des institutions libres et démocratiques que s'est données la Russie par sa Révolution, et de la politique suivie par elle à l'égard de certains groupements nationaux fixés sur le territoire russe.

Pour la première fois depuis l'explosion du bolchevisme, les puissances alliées adoptent enfin une ligne de conduite et une attitude bien déterminées. Et il est à remarquer que l'accord est unanime entre elles ; il est attesté par les signatures que porte la note adressée, hier, à l'amiral Koltchak.

Que va faire le gouvernement des Soviets, excommunié ainsi ? Il est peu probable qu'il cède devant cette démonstration de l'unité d'action des Alliés ; mais il est certain que ses adversaires puiseront dans l'événement actuel une force morale renouvelée. — JEAN MÉNEVAL.

LE MESSAGE DES ALLIÉS A L'AMIRAL KOLTCHAK

La note, datée du 27 mai, expose d'abord la politique poursuivie par les Alliés, politique basée sur la non-intervention des Alliés dans les affaires intérieures de la Russie, et rappelle la tentative d'amener la paix et l'ordre en convoquant les représentants de tous les gouvernements de Russie.

Cette tentative échoua, par suite du refus des soviets de suspendre les hostilités pendant les négociations.

Cependant, les gouvernements alliés demeurent décidés à poursuivre leur but, à savoir : « Rétablir la paix à l'intérieur de la Russie, en mettant le peuple russe à même de reprendre le contrôle de ses propres affaires par la voie d'une Assemblée constituante librement élue. »

Mais les Alliés se sont convaincus de l'impossibilité d'arriver à ces fins en traitant avec le gouvernement soviétique de Moscou. Ils sont, en conséquence, décidés à prêter leur assistance à l'amiral Koltchak, mais sous certaines conditions :

1^{re} Convocation d'une Assemblée constituante « élue au scrutin libre, secret et démocratique », ou, au préalable, réunion momentanée de l'Assemblée constituante élue en 1917, jusqu'au moment des nouvelles élections ;

2^{re} Elections libres de toutes assemblées locales, telles que municipalités, zemstvos, etc. ;

3^{re} Assurance de ne faire aucune tentative pour remettre en vigueur les privilèges spéciaux d'aucune classe ou ordre en Russie et pour réintroduire le régime que la Révolution a détruit ;

4^{re} L'indépendance de la Finlande et de la Pologne devra être reconnue, et, dans le cas de contestations de frontières, arbitrage de la Société des Nations ;

5^{re} Règlement des problèmes concernant l'Estonie, la Lithuanie, etc., en consultation et coopération avec la Ligue des Nations ;

6^{re} Droit pour la Conférence de la paix de déterminer le sort des parties roumaines de la Bessarabie ;

7^{re} Accord sur la limitation des armements et de l'organisation militaire à travers le monde ;

8^{re} Les Alliés prennent acte de la déclaration faite par l'amiral Koltchak, le 27 novembre 1918, concernant les dettes nationales de la Russie.

LA RÉPONSE DE L'AMIRAL KOLTCHAK

La réponse de l'amiral Koltchak au Conseil suprême des puissances alliées et associées, datée du 4 juin, se félicite en pré-

mier lieu de l'accord de la politique de ces dernières avec la tâche que s'est imposée le gouvernement russe lui-même. L'amiral Koltchak confirme ensuite ses précédentes déclarations :

« 1^{re} Ma première pensée, à l'heure de l'écrasement définitif des bolcheviks, sera de fixer la date des élections de l'Assemblée constituante. Une Commission travaillera en ce moment à leur préparation directe sur la base du suffrage universel. Me considérant comme responsable devant cette Assemblée constituante, je lui remettrai tous les pouvoirs, afin qu'elle fixe librement le régime du gouvernement. Le gouvernement ne se considère toutefois pas autorisé à substituer au droit imprescriptible des élections libres et légales un rétablissement pur et simple de l'Assemblée de 1917, élue sous un régime de violences bolcheviks, et dont la majorité des membres se trouvent actuellement dans les rangs soviétiques ;

« 2^{re} Acceptation de discuter dès à présent avec les puissances toutes les questions internationales, en nous inspirant des idées de libre développement pacifique des peuples, mais sous réserve que la sanction de-



AMIRAL KOLTCHAK

finitive des décisions qui pourraient être prises au nom de la Russie appartiendra à l'Assemblée constituante ;

« 3^{re} Le gouvernement russe se croit en droit de confirmer l'indépendance de la Pologne. Nous sommes d'ores et déjà disposés à reconnaître le gouvernement de fait de la Finlande. Toutefois, la solution définitive de ces deux questions doit appartenir à l'Assemblée constituante ;

« 4^{re} Nous sommes dès à présent pleinement disposés à préparer la solution des questions concernant le sort des groupements nationaux d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie, des pays caucasiens et transcaucasiens ;

« 5^{re} Même déclaration pour la Bessarabie ;

« 6^{re} Le gouvernement russe réitère, une fois de plus, sa déclaration du 27 novembre 1918, par laquelle il a accepté la charge des dettes nationales de la Russie ;

« 7^{re} Au point de vue intérieur, aucun retour au régime qui existait en Russie avant février 1917 ;

« 8^{re} Le gouvernement affirme l'égalité devant la loi de toutes les classes et de tous les citoyens, sans aucun privilège spécial ; tous recevront sans distinction d'origine ni de religion la protection de l'Etat et de la loi. »

L'ACCUSÉ DE RÉCEPTION DES ALLIÉS

Le 12 juin, les Alliés ont accusé réception de la précédente réponse en ces termes :

« Les Puissances alliées et associées désirent accuser réception à l'amiral Koltchak de sa réponse à leur note du 26 mai. Elles sont heureuses du ton de cette réponse qui leur semble être d'accord, quant au fond, avec les propositions qu'elles lui ont faites, et contiennent des assurances satisfaisantes pour la liberté, le self-government et la paix du peuple russe et de ses voisins ; elles sont donc disposées à donner à l'amiral Koltchak et à ses associés l'assistance mentionnée dans leur première lettre. »

Signés : D. LLOYD GEORGE, WOODROW WILSON, G. CLEMENCEAU, V. E. ORLANDO, N. MAKINO.

LA SÉANCE DE LA CHAMBRE

LE DÉBAT CONTINUE SUR L'ÉVACUATION DU PORT D'ODESSA

M. Charles Meunier, témoin oculaire de cet événement, fait un récit simple, mais impressionnant, de ce qu'il a vu.

M. Goude demande qu'aucune sanction ne soit prise contre les mutins de la mer Noire.

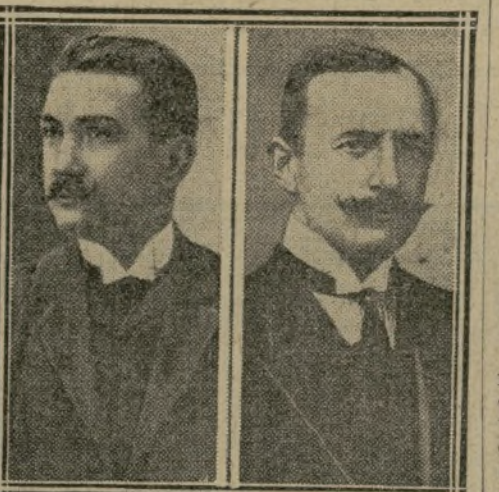
La Chambre a consacré, hier, une troisième séance à la discussion des interpellations sur l'évacuation d'Odessa et les incidents de la mer Noire.

Il s'agissait de montrer la lassitude qui s'était emparée des équipages, lassitude provoquée par le maintien d'escadres devenues inutiles, la guerre navale étant terminée. D'autre part, d'après le député socialiste de Brest, les marins, à terre, avaient vu les bolcheviks et n'avaient point conservé une fâcheuse impression à ce contact.

Sur ce point, M. Goude fit appel au témoignage de M. Charles Meunier, qui se trouvait en mission à Odessa au moment de l'évacuation.

De son banc, du centre, en un langage très simple, M. Charles Meunier raconta ce qu'il avait vu. Et son récit ne fut pas sans faire impression sur l'Assemblée.

Voici ce qu'il s'est passé, dit-il. Le général d'Anselme avait reçu d'un délégué ouvrier un ultimatum posant des conditions telles qu'il l'avait repoussé, en déclarant qu'il préférerait détruire la ville. Le délégué revint quelques instants après, disant qu'il laisserait faire l'évacuation. Le dimanche, Gregorief approche de la ville ; le délégué, inquiet, demande à voir celui-ci. Le général d'Anselme accepte et



M. GOUDE

M. CH. MEUNIER

lui donne un officier pour l'accompagner. Gregorief les reçoit au milieu de son état-major, dans lequel se trouvent huit officiers allemands, et aux sons de la *Marseillaise*, en lui disant : « La France a toutes nos sympathies ; il y a eu un malentendu entre nous, mais je vous en prie, cessez. »

Le lendemain, l'évacuation a eu lieu dans le plus grand ordre. Il nous a semblé que le peuple n'est pas hostile à ces mouvements, mais qu'il est hostile aux mouvements étrangers. Pour moi, il me semble que d'ici on ne voit pas bien la question d'Orient. Qui sera demain le maître ? On ne sait. Il me paraît, pour moi, qu'il faut laisser la Russie faire son évolution elle-même.

Sur de nombreux bancs, on applaudit. M. Charles Meunier poursuivit :

« Il est certain que, à l'heure actuelle, un sentiment national se dessine à la base. La guerre a eu ce résultat de fermer l'ouest à l'Allemagne ; elle se rejette vers l'est ; elle va vers la Russie. Si vous voulez empêcher cette pénétration économique, il faut faire le barrage Danzig-mer Noire, non par l'organisation militaire, mais par une organisation économique. C'est cela seul qui peut nous sauver du bolchevisme, qui est, d'ailleurs, un mot s'appliquant à toutes sortes de choses. »

M. Goude fit des incidents de la mer Noire un récit assez semblable à celui de M. de Kerguel. Après avoir rappelé que le commandant du *Jean-Bart* avait engagé, au nom de l'amiral, sa parole qu'aucune sanction ne serait prise contre les marins qui s'étaient mutinés, il demanda au ministre de faire respecter cet engagement d'honneur.

M. de Chappedelaine interpellait ensuite sur la politique du gouvernement en Russie. Il reprochait notamment au ministre de n'avoir pas convoqué les délégués russes à Versailles ou à Saint-Germain.

La discussion continuera aujourd'hui. La Chambre a fixé, d'autre part, au 20 juin, la discussion d'une interpellation de M. Lugol sur les raisons qui font que l'ordre du jour voté par la Chambre, le 13 mai dernier, pour hâter l'application de la loi des pensions n'a encore reçu aucune exécution, et sur la teneur du règlement d'administration publique, qui serait conçu dans un esprit contraire à celui de la loi. — LÉOPOLD BLOND.

Les Revendications ouvrières

DANS LA MÉTALLURGIE LES MINEURS SEMBLENT LE CONFLIT SUBSISTE DÉCIDÉS A FAIRE GRÈVE TOUT ENTIER LE 16 JUIN

M. COLLIARD CHERCHE UNE NOUVELLE TENTATIVE DE CONCILIATION

La Commission municipale du Métropolitain veut entendre les délégués des syndicats ouvriers et les représentants des Compagnies pour régler le différend qui les sépare depuis le 3 juin.

Une nouvelle réunion du bureau de la Commission des députés, « les délégués des ports avaient pris toutes les mesures utiles à l'application méthodique de la résolution prise par le Congrès le matin, et déterminé les conditions dans lesquelles devra se dérouler l'action. »

A l'issue de cette réunion, le communiqué suivant a été publié :

« Les deux organisations, C. G. T. et parti socialiste, se sont réunies. Elles ont examiné les conditions dans lesquelles elles devaient agir pour assurer, dans le minimum d'autonomie et d'indépendance de chacune d'elles, le parallélisme d'action nécessaire par les circonstances actuelles. »

En conformité de l'accord qui s'est manifesté, elles ont décidé ce qui suit en vue des conférences syndicales et socialistes qui doivent se tenir à la fin de la semaine entre les organisations d'Angleterre, de France, d'Italie et de Belgique.

Ces conférences ont pour but, suivant les résolutions qui ont déjà été prises par la C. G. T., dans son comité confédéral national, et par le parti socialiste, dans son dernier congrès, d'organiser, en accord avec les différents ports représentés, une démonstration internationale.

Il a été convenu que le caractère de cette démonstration sera préalablement discuté par la conférence syndicale qui se tiendra à la même date que la conférence socialiste.

La commission administrative de la C. G. T. La délégation du parti socialiste.

CHEZ LES MÉTALLURGISTES

Durant toute la journée d'hier, le ministre du Travail et ses collaborateurs ont continué, au cours de différentes entrevues, les pourparlers permettant de chercher le terrain d'entente, qui n'est pas encore trouvé.

C'est ainsi que, dans la matinée, M. Colliard a reçu des représentants d'organisations ouvrières des métaux, et, dans l'après-midi, des délégués du groupement des industriels de la région de la Seine. Ces derniers, au surplus, ne sont restés que peu de temps auprès du ministre — une demi-heure au maximum — et nous ont déclaré que le conflit restait entier, ajoutant qu'il leur était impossible, sous peine de déshonneur, de consentir aux revendications des ouvriers.

Ceux-ci, de leur côté, maintiennent leurs thèses, et le comité de la Fédération des métaux se réunira dimanche prochain, afin d'examiner la question au point de vue général.

Ajoutons que les pourparlers se poursuivront vraisemblablement aujourd'hui au ministère du Travail.

Un ordre du jour

Le Comité d'entente des métaux, voiture, aviation et électricité de la région parisienne a communiqué hier la note suivante :

« Des nouvelles qui nous parviennent de partout, il résulte que les grévistes tiennent bon et que les promesses ou menaces patronales n'ont aucun effet sur eux. »

Le comité s'est réuni, ce matin, à la Bourse. Il a poursuivi l'organisation des soûps communis, afin qu'il soit plus tôt soit apporté aux grévistes l'aide nécessaire.

Le comité a reçu la visite de délégués du syndicat catholique des métaux, qui est venu demander à entrer dans le comité d'entente. La demande sera soumise aux conseils syndicaux.

Des ordres du jour qui arrivent de tous les groupes, il résulte que le comité d'entente a la confiance de tous les camarades, ce qui lui est un précieux appoint pour mener à bien la lourde tâche qui lui incombe.

AU CONGRÈS DES INSCRITS MARITIMES

La troisième séance du Congrès s'est ouverte, hier matin, à 7 h. 30, sous la présidence de Rullan, président du Syndicat des agents du service général du port du Havre.

L'ordre du jour portait l'étude de la réorganisation administrative de la Fédération. Cette même question a occupé également toute la séance de l'après-midi.

A 18 heures, les délégués se sont rendus au commissariat de la Marine marchande, où ils ont été reçus par M. Pierre Dupuy, avec lequel ils se sont entretenus.

Mercredi soir, après leur audition à la

L'application de la loi de huit heures dans la marine marchande

M. Pierre Dupuy, commissaire de la Marine marchande, a été entendu, hier, par la commission de la marine marchande au Palais-Bourbon, sur l'application de la loi de huit heures à bord des navires de commerce.

La Commission a confirmé sa décision du 4 juin, par laquelle elle avait déjà adopté, à l'unanimité, le principe de cette loi. Mais elle a décidé d'examiner dès demain une modification de forme au projet du gouvernement à l'effet de tenir compte, dans le texte à présenter à la Chambre, des changements à apporter au régime prévu par la loi du 17 avril 1917.

Dans ces conditions, le rapport pourra être déposé dès mardi.

LES TRANSPORTS EN COMMUN

La commission du Métropolitain du Conseil municipal a invité son bureau à la convoquer pour entendre contradictoirement les délégués des syndicats ouvriers et les représentants des Compagnies si l'une des parties en conflit en manifeste le désir.

Cette motion a été adoptée par 9 voix contre 8.

Dans les Fédérations des transports en commun on se montre laconique. « Tout va bien, nous tiendrons, les grévistes ne rentrent pas. Les Compagnies capituleront. »

Les Compagnies du Chemin de fer métropolitain et du Nord-Sud annoncent que le service s'est amélioré hier et que le nombre des trains a été considérablement augmenté.

Même amélioration annoncée dans les services par la Compagnie générale des Omnibus, dont toutes les lignes d'autobus ont fonctionné.

Un ordre du jour des cheminots catholiques

TOULOUSE, 12 juin. — Les cheminots catholiques de Toulouse et de la région ont tenu une réunion à leur siège syndical. Ils ont voté un ordre du jour par lequel ils s'engagent à mener sur le terrain corporatif, à l'exclusion formelle de toute immixtion politique, une action syndicale intense, et adoptent les revendications élaborées par l'Assemblée générale du P.-L.-M. à Dijon.

LES TRAVAILLEURS MUNICIPAUX

A l'Hôtel de Ville, la commission du personnel met au point la nouvelle échelle des traitements et salaires qui doit être soumise au Conseil municipal lors de la prochaine session.

LES REVENDICATIONS DES LIMONADIERS

Les délégués du syndicat des limonadiers ont également présenté à M. Colliard, dans l'après-midi d'hier, leurs revendications, qui portent notamment sur l'application de la journée de huit heures et sur la suppression du pourboire, que les garçons limonadiers voudraient voir remplacer par une gratification de 10 pour cent sur les consommations qu'ils servent.

Les intéressés ont émis le désir de s'entendre, sur ce sujet, avec les organisations patronales.

LES PRÉPARATEURS EN PHARMACIE

Le syndicat des préparateurs en pharmacie et produits pharmaceutiques fait plaquer une affiche, qui s'adresse aux préparateurs en pharmacie et produits pharmaceutiques, et qui déclare :

« Après de longs pourparlers avec cinq syndicats patronaux, le mutisme du syndicat des produits pharmaceutiques, la délégation que vous avez nommée peut traduire ainsi le résultat de ses efforts :

« Refus d'application des huit heures. »

« Refus d'améliorer les salaires. »

Pour ces raisons, le syndicat, voulant épuiser tous les moyens de conciliation, a donné jusqu'à vendredi midi pour l'acceptation de nos revendications.

Le vendredi 13 juin, à 9 heures du soir, salle Ferrer, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, tous les préparateurs en pharmacie et travailleurs des industries pharmaceutiques prendront la décision que comporte la situation. »

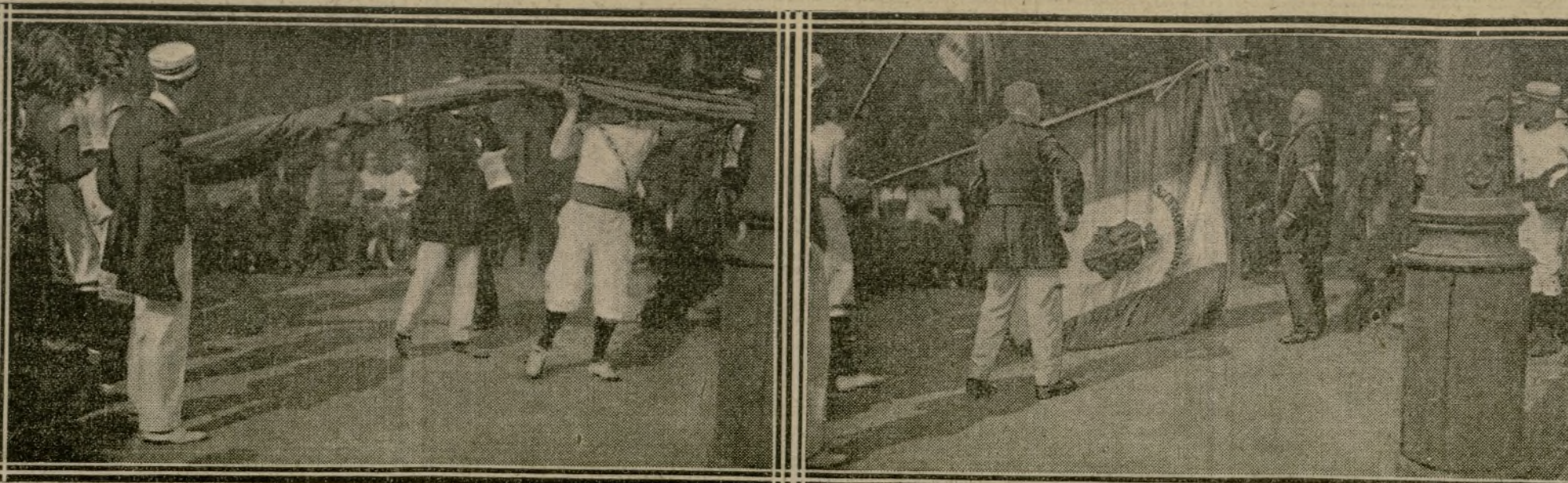
LES MINEURS ADRESSENT AU GOUVERNEMENT LE CAHIER DE LEURS REVENDICATIONS

A la suite d'une réunion tenue hier matin à la Maison des syndicats par le bureau de la Fédération nationale des travailleurs du sous-sol et des délégués des sections départementales, plusieurs de ces derniers ont quitté Paris, porteurs des instructions fédérales auprès de leurs gouvernements respectifs, en vue de la grève générale éventuelle des mineurs au 16 de ce mois.

En outre, la Fédération a adressé à M. Colliard, ministre du Travail, et à M. Loucheur, ministre de la Reconstitution industrielle, une lettre résumant l'ordre du

LES FÊTES FÉDÉRALES DE GYMNASTIQUE : LA JOURNÉE DE COLMAR

(Photographies prises, avant-hier, par l'envoyé spécial d'« Excelsior » en Alsace)



LE DRAPEAU DE « LA COLMARIENNE » RETIRÉ DE SA GAINÉ

Le drapeau de la société de gymnastique « la Colmarienne » avait été confié, lorsque la guerre fut déclarée, en 1870, à la Société de gymnastique d'Epinal. Depuis lors, pieusement, on l'avait laissé dans sa gaine de deuil.

LE DRAPEAU CRAVATÉ AUX COULEURS DE FRANCE

Il a revu le jour, par un clair soleil d'Alsace, avant-hier mercredi, sur la Grand-place de Colmar. Il fut ensuite cravaté aux couleurs françaises par le président de l'Union des Sociétés de gymnastique de France.

CHAPEAUX

21, Rue Danton, 95, Ch.-Élysées.

DERNIÈRE HEURE

LE CONTRE-PROJET ALLEMAND

LES "QUATRE" ONT PRIS HIER DES RÉSOLUTIONS QUI SONT IRRÉVOCABLES

Elles seront rédigées aujourd'hui et données à l'impression, pour être remises à Versailles demain ou lundi.

L'ARRIVÉE DES DÉLÉGUÉS OTTOMANS

Décidément, ce n'est point encore aujourd'hui que l'on sera fixé, d'une manière définitive, sur la question que chacun se pose : quand la nouvelle rédaction du traité sera-t-elle remise à la délégation allemande à Versailles ?

Nous savons, toutefois, que les « Quatre » ont arrêté irrévocablement, hier, leur réponse aux contre-propositions présentées par le comte Brockdorff-Rantzau. Aucune modification ne peut y être désormais apportée, et une commission spéciale de quatre membres a été désignée pour préparer, matériellement, pour ainsi dire, les révisions exigées dans le texte des préliminaires.

On compte que cette commission aura terminé son travail ce soir. Dès lors, la réponse des « Quatre » pourra être remise soit demain, soit lundi. La date dépend exclusivement du temps exigé pour l'impression du nouveau document, qui comprendra cinquante à soixante pages. Le délai de réponse sera déterminé aujourd'hui.

Les « Quatre » avaient, avant la désignation de la commission dont nous venons de parler, achevé l'examen de la question de l'admission de l'Allemagne dans la Société des Nations. La solution prise est, comme nous le laissons entrevoir hier, entièrement favorable à notre point de vue. L'Allemagne ne sera admise que lorsqu'elle aura rempli les conditions qu'on lui impose pour la paix et souscrit aux pénalités prévues.

Les « Quatre » ont fait connaître, d'autre part, à la Roumanie et à la Tchéco-Slovaquie le tracé arrêté pour leurs frontières. M. Brătianu, président du Conseil de Roumanie, a demandé quelques jours de délai afin d'aller à Bucarest consulter à ce sujet le souverain et le gouvernement. — J. M.

ARRIVÉE DE LA DÉLÉGATION OTTOMANE

La délégation qui vient défendre les intérêts de la Turquie devant la Conférence de la paix est arrivée, hier matin, à 8 h. 45, à la gare de Lyon.

La délégation est composée du grand vizir, Damad Ferid pacha, de Tewfik bey, ministre des Finances ; de Riza Tewfik, ancien ministre, actuellement président du Conseil d'Etat ; de Rechid Halis, ministre de la Turquie à Berne.

Les membres de la délégation ne sont pas descendus à la gare de Lyon, où d'ailleurs aucune réception n'avait été préparée. Ils sont restés dans leur wagon et ont été directement conduits, par le chemin de fer de ceinture, à Vauresson, où ils sont arrivés à 11 h. 35.

Damad Ferid pacha a été conduit à la villa « La Vauressonnière ».

Le général Franchet d'Espèrey en Roumanie

BUCAREST, 12 juin. — Le général Franchet d'Espèrey a eu à Giurgio une entrevue avec le général Presan, chef de l'état-major général des armées roumaines.

Manifestations contre les nègres

LONDRES, 12 juin. — Une bagarre s'est produite aux docks de Liverpool entre ouvriers anglais et nègres. La police dut intervenir et tous les nègres de la ville furent recourus à sa protection. La police leur interdit un accès dans la prison Bridewell.

Hier, les troubles s'étendirent aux docks de Cardiff : de violentes échauffourées se produisirent entre ouvriers anglais et hommes de couleur. Deux Anglais furent tués et un nègre grièvement blessé. En dehors des docks, une foule curieuse se mit à la poursuite des nègres, se livrant pendant plusieurs heures à une véritable chasse à l'homme. Des coups de revolver furent tirés au coin des rues et par les fenêtres, et la foule incendia une maison habitée par des nègres. Vers la fin de la nuit, le calme fut rétabli, mais ce matin un groupe de nègres rencontra une escouade de police sur laquelle il tira des coups de revolver.

Des bagarres semblables eurent lieu à Barry où un nègre blessé un ouvrier anglais, la nouvelle s'en répandit rapidement et une foule de 2.000 personnes se dirigea vers le quartier habité par les nègres, les houpillant et brisant les vitres de leurs maisons.

Pour Messieurs

CRAVATES
LES PLUS JOLIES. — LE PLUS GRAND CHOIX
3.75 - 5.50 - 7.50 - 9.50
PERFECT HOUSE
12, Faubourg Montmartre, 12
— LE GRAND CHIC —
SES PALETOTS GABARDINE
125 - 150 - 180 - 200 fr.

Demander le catalogue

Les enfants en ont un peu

Lait condensé NESTLÉ
Farine Lactée

Bientôt... ils en auront beaucoup

LES OUVRIERS ARMURIERS DE SAINT-ETIENNE
VOLENT LA GRÈVE GÉNÉRALE

SAINT-ETIENNE, 12 juin. — Les travailleurs de l'armurerie de Saint-Etienne et de la région ont voté la grève générale pour samedi.

Un communiqué de la C. G. T.

D'autre part, la Commission administrative de la C. G. T. déclare, dans un communiqué, que la grève des travailleurs du sous-sol risque d'entraîner la « famine du combustible » pour le pays tout entier. La C. G. T., dans ce même communiqué, prétend imposer la responsabilité de cette situation au seul gouvernement et la rejeter en ce qui la concerne.

M. CLEMENCEAU RECEVRA AUJOURD'HUI LES DÉLÉGUÉS DES TRANSPORTS

Le comité fédéral des transports en commun, d'accord avec la C. G. T., avait demandé audience à M. Clemenceau pour lui exposer la genèse des conflits en cours et les revendications des grévistes.

Le président du Conseil recevra la délégation ce matin. (Petit Parisien.)

Conférence au ministère de la Guerre

Hier soir, à eu lieu, au ministère de la Guerre, la réunion quotidienne tenue par le président du Conseil et ses principaux collaborateurs : les généraux Bardonnet et Duval, MM. Collard, Louchet et Haux, les chefs des cabinets militaire et civil.

Le Conseil s'est entretenu de la situation des grèves en cours.

La réponse autrichienne sera peut-être remise avant le délai imposé

Elle serait déjà presque entièrement rédigée, et comprendrait un résumé en quatre notes, dont la première serait une protestation.

BALE, 12 juin. — On télégraphie de Vienne :

Les journalistes attachés à la délégation autrichienne de Saint-Germain assurent que la réponse aux propositions de paix est déjà rédigée en grande partie et pourra être remise plusieurs jours avant l'expiration du délai imparti.

Ainsi qu'il a été annoncé, cette réponse sera résumée en quatre notes.

LE TRAITE AUTRICHIEN

LA RÉPONSE AUTRICHIENNE SERA PEUT-ÊTRE REMISE AVANT LE DÉLAI IMPOSÉ

Elle serait déjà presque entièrement rédigée, et comprendrait un résumé en quatre notes, dont la première serait une protestation.

BALE, 12 juin. — On télégraphie de Vienne :

Les journalistes attachés à la délégation autrichienne de Saint-Germain assurent que la réponse aux propositions de paix est déjà rédigée en grande partie et pourra être remise plusieurs jours avant l'expiration du délai imparti.

Ainsi qu'il a été annoncé, cette réponse sera résumée en quatre notes.

La première est une protestation contre les conditions de paix que l'Entente veut imposer à l'Autriche ; la seconde traite de toutes les questions territoriales, excepté celles concernant les régions des Sudètes ; la troisième concerne spécialement la Bohême allemande, et la quatrième la situation de droit de l'existence de l'Autriche allemande.

Le centenaire de l'Académie de Metz

METZ, 12 juin. — Le centenaire de l'Académie de Metz a été célébré aujourd'hui avec un grand éclat dans les salons de l'hôtel de ville. M. Mirman et le général de Maud'huy présidaient.

Des discours ont été prononcés par MM. Prevel, maire de Metz ; Lamy, président de l'Académie ; Mirman, Brieux, Petit, Devereux, Millerand, Michon, l'abbé Thorel, etc.

A propos des incidents de Toulon

TOULON, 12 juin. — Continuant ses mesures d'apaisement, le vice-amiral Lacaze, préfet maritime, vient de convoquer les délégués des marins dans son cabinet à la préfecture maritime, pour écouter leurs revendications et leur donner la suite qu'elles comportent.

D'autre part, le préfet maritime informe les commandants des unités présentes dans la rade ou dans les eaux étrangères, que, chaque semaine, ils devront fixer un jour consacré entièrement à l'audition des marins qui auraient des réclamations à présenter.

Les nouveaux impôts

Les commissions du budget et de la législation fiscale, réunies en commun, ont adopté hier, sur le rapport de M. Louis Marin, une disposition aux termes de laquelle aucun projet et aucune proposition de suppression, de réduction ou d'exonération d'impôts ne sera recevable si l'un ou l'autre n'est accompagné de propositions de création ou de suppression de taxes. Les mesures de suppression ou de création devant entrer en vigueur à la même date.

Une enquête sur la hausse exagérée de la chaussure

Le parquet de la Seine vient de confier à M. le juge d'instruction de Gallardo une enquête à l'effet de déterminer les causes de la hausse persistante des chaussures.

Une dizaine de commissaires, placés sous les ordres de M. Lavayssé, chef du service de la répression des fraudes, ont procédé à des investigations établissant que certains détaillants ont réalisé des bénéfices s'élevant parfois jusqu'à 70 0/0.

L'affaire de l'Office de la Presse

Interrogatoire de M. Schœller

Le capitaine Mangin-Bocquet a fait subir, hier, son premier interrogatoire de fond, en présence de son défenseur, Me Josè Thérès, à M. Schœller, secrétaire général de l'Office, à raison des incidents signalés par M. Frémont, directeur du *Republicain de Verdun*, à l'occasion du suris demandé pour son employé Becker.

M. Schœller a expliqué le rôle de l'Office, comme nous l'avons indiqué précédemment par les notes émanant de l'Office de la presse, que nous avons publiées.

Read et Rogot survolent la région parisienne

VILLACOURBAU, 12 juin. — Le lieutenant Rogot a fait aujourd'hui, sur un biplan triplace avec le commandant Read, qui a traversé l'Atlantique, et M. d'Estournelles de Constant, sénateur, un vol au-dessus de l'agglomération parisienne.

Le départ et l'atterrissage se sont faits à Villacourbaux.

Les grands raids aériens

Le capitaine aviateur Lafon, parti hier matin à 2 h. 18 de l'aérodrome du Bourget pour gagner Constantinople, a dû atterrir près de Gondrexon (Meurthe-et-Moselle).

Le lieutenant Lemaître, qui devait tenter hier matin le raid Paris-Casablanca-Dakar, a remis son départ, en raison des mauvais renseignements météorologiques.

L'équipage du biplan Handley Page a l'intention de tenter la traversée de l'Atlantique aujourd'hui.

La baronne de Laroche s'élève à 4.800 mètres

La baronne de Laroche s'est élevée, hier soir, à Issy-les-Moulineaux, sur son petit biplan, à 4.800 mètres, battant le record de l'Américaine miss Ruti Low.

La soirée de boxe au National Sporting Club

Intéressante réunion, hier soir, à l'Etrier, Rouquet a battu Mahieux aux points. Sirvain jeune a fait match nul avec Viriot. John a fait match nul avec Louis Moreau. Leblais a battu Violas aux points. Sirvain aîné a battu Tricli aux points.

AUX ÉTATS-UNIS

"VOICI VENIR L'HEURE DES RECONSTRUCTIONS" A DÉCLARÉ M. GOMPERS

C'est sur ces paroles que s'est ouvert avant-hier le Congrès de la Fédération américaine du Travail, à Atlantic-City.

LE RAPPORT DE LA COMMISSION

New-York, 12 juin. — Le congrès de la Fédération américaine du travail a commencé mercredi ses travaux à Atlantic City (New-Jersey), sous la présidence de M. Samuel Gompers.

Le rapport de la commission exécutive déclare que la Prusse, après avoir été battue sur les champs de bataille, est maintenant détruite comme nation par le traité de paix. Il estime que le « covenant » de la Société des Nations doit être approuvé et énergiquement soutenu par le peuple américain.

Lecture fut ensuite donnée d'un message transmis par câblogramme au président Wilson. Le président, de son côté, a exprimé sa satisfaction des conférences internationales issues des discussions de la paix.

La situation ministérielle en Italie

ROME, 12 juin. — Le *Giornale d'Italia* estime que le ministère sera modifié aussitôt après le retour à Rome de M. Orlando. Le cabinet sera l'objet d'un replâtrage, ou il y aura une crise totale. Mais, en toute hypothèse, le président du Conseil actuel demeurera le pivot de la situation.

AUX ÉTATS-UNIS

"VOICI VENIR L'HEURE DES RECONSTRUCTIONS" A DÉCLARÉ M. GOMPERS

C'est sur ces paroles que s'est ouvert avant-hier le Congrès de la Fédération américaine du Travail, à Atlantic-City.

LE RAPPORT DE LA COMMISSION

New-York, 12 juin. — Le congrès de la Fédération américaine du travail a commencé mercredi ses travaux à Atlantic City (New-Jersey), sous la présidence de M. Samuel Gompers.

Le rapport de la commission exécutive déclare que la Prusse, après avoir été battue sur les champs de bataille, est maintenant détruite comme nation par le traité de paix. Il estime que le « covenant » de la Société des Nations doit être approuvé et énergiquement soutenu par le peuple américain.

Lecture fut ensuite donnée d'un message transmis par câblogramme au président Wilson. Le président, de son côté, a exprimé sa satisfaction des conférences internationales issues des discussions de la paix.

La situation ministérielle en Italie

ROME, 12 juin. — Le *Giornale d'Italia* estime que le ministère sera modifié aussitôt après le retour à Rome de M. Orlando. Le cabinet sera l'objet d'un replâtrage, ou il y aura une crise totale. Mais, en toute hypothèse, le président du Conseil actuel demeurera le pivot de la situation.

Le Congrès du parti socialiste allemand

BALE, 12 juin. — On télégraphie de Weimar :

Le Congrès du parti socialiste s'est ouvert, mardi, par un discours du président Hermann Mueller. Ce dernier a constaté la scission de la Social-démocratie allemande entre trois partis : le parti majoritaire, le parti indépendant et le parti communiste.

La conciliation avec les communistes, a dit Mueller, est impossible. L'éducation de la Social-démocratie doit être refaite.

Les prêts des États-Unis à la France et à l'Angleterre

WASHINGTON, 12 juin. — Déposant devant la commission des Affaires étrangères, chargée de poursuivre l'enquête sur la divulgation du traité de paix, le banquier Frank Vanderlip a déclaré que la France et l'Angleterre étaient convaincues que jamais les États-Unis n'exigeraient le remboursement des neuf milliards de dollars prêtés à ces puissances durant la guerre.

Suivant M. Vanderlip, cette opinion serait basée sur le fait que les États-Unis étant entrés les derniers dans la guerre devaient, pensait-on, supporter la plus grosse part des fardeaux financiers.

A l'Ecole française d'Athènes

M. Charles Picard, maître de conférences à la Faculté des lettres de l'Université de Bordeaux, est nommé directeur de l'Ecole française d'Athènes, en remplacement de M. Fougères, démissionnaire.

NOUVELLES BRÈVES

M. Henry Païé, député de la Seine, a déposé hier un projet de loi ayant pour but de faire porter un intérêt de 6 0/0 à la prime de démobilisation et aux primes mensuelles non payées aux démobilisés dans les délais fixés par la loi.

Au cours d'une perquisition à Neuilly, M. Tanguy, chef adjoint de la Sûreté, a découvert plusieurs robes et du linge ayant appartenu à des fiancées de Landru. Ces objets sont présentés aux familles des disparus, afin d'établir à quelles personnes ces objets ont appartenu.

Henri et Louis Rute, auteurs du vol de 200.000 francs de bijoux commis le 29 août dernier au préjudice de la Compagnie des Chemins de fer, ont été condamnés par la 3^e chambre correctionnelle à trois ans de prison.

Un ancien employé de la mairie du douzième arrondissement de Paris, et trois complices, auteurs de vols de cartes d'alimentation et de tickets de sucre, ont été condamnés par la 10^e chambre correctionnelle à des peines variant de deux à huit mois de prison.

M. de Bethmann-Hollweg dément dans ses *Mémoires* le conseil de la Couronne du 5 juillet 1914.

LECONS PAR CORRESPONDANCE

Rue de Rivoli 53, PARIS. PIPIER COMMERCIAL, COMPTABILITÉ, STENO-DACTYLO, LANGUES, etc. Préparation aux Brevets et aux concours.

Bourse de Paris du 12 juin 1919

VALEURS Cours précédent Cours du jour VALEURS Cours précédent Cours du jour

PARQUET

5 0/0 libéré... 88 00... 88 00... 3 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 4 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 5 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 6 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 7 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 8 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 9 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 10 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 11 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 12 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 13 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 14 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 15 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 16 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 17 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 18 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 19 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 20 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 21 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 22 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 23 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 24 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 25 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 26 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 27 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 28 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 29 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 30 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 31 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 32 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 33 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 34 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 35 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 36 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 37 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 38 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 39 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 40 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 41 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 42 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 43 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 44 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 45 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 46 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 47 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 48 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 49 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 50 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 51 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 52 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 53 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 54 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 55 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 56 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 57 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 58 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 59 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 60 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 61 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 62 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 63 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 64 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 65 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 66 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 67 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 68 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 69 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 70 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 71 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 72 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 73 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 74 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 75 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 76 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 77 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 78 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 79 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 80 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 81 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 82 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 83 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 84 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 85 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 86 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 87 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 88 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 89 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 90 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 91 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 92 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 93 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 94 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 95 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 96 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 97 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 98 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 99 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 100 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 101 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 102 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 103 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 104 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 105 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 106 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 107 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 108 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 109 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 110 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 111 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 112 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 113 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 114 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 115 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 116 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 117 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 118 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 119 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 120 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 121 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 122 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 123 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 124 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 125 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 126 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 127 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 128 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 129 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 130 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 131 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 132 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 133 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 134 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 135 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 136 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 137 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 138 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 139 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 140 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 141 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 142 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 143 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 144 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 145 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 146 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 147 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 148 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 149 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 150 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 151 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 152 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 153 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 154 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 155 1/2 libéré... 101 20... 101 20... 156

LES COURS

S. M. le roi d'Angleterre a remis, hier matin, à l'amiral Beatty et à sir Douglas Haig les insignes de l'ordre du Mérite qui leur a été conféré. Après cette cérémonie, sir Beatty et sir Douglas Haig ont été les hôtes de la Cité de Londres, et ont reçu les insignes de la Cité.

CORPS DIPLOMATIQUE

L'état de santé de S. Exc. lord Derby est sérieux, mais n'inspire pas d'inquiétude. L'intervention chirurgicale que l'ambassadeur vient de subir exige au moins quinze jours de repos complet.

CERCLES

Ont été reçus membres permanents au Cercle de l'Union artistique : M. Whitney Warren, membre de l'Institut, présenté par MM. François Flameng et W. A. Marston; le marquis de Dion, député de la Loire-Inférieure, présenté par le baron de Waldner de Freundstein et le comte Georges de Montesquiou-Fezensac; M. Laurent Du Buit, présenté par MM. Gaston Verdé-Delisle et Edouard Gouin; M. Charles Metman, présenté par MM. Louis Metman et Louis Gauderax; M. Georges Vignat, présenté par M. Louis Prat et le comte A. Palliat de Besset.

A titre temporaire : le comte Jean Sierakowski, présenté par le comte Nicolas Potocki et M. Paul Langlois de Neuville.

MARIAGES

En l'église Saint-Philippe du Roule, a été béni, hier, le mariage de M. Jean de Ribes-Christofle, fils de M. F. de Ribes-Christofle et de Mme, née Bessière-Gibert, avec Mlle Marguerite Geny, fille de M. Maurice Geny, décédé, et de Mme, née Damiron.

Les témoins du marié étaient : le colonel Mac Nab et M. André Bouillet, ses oncles; ceux de la mariée : M. François Geny et M. Paul Letur, ses oncles.

DEUILS

La messe annuelle pour les membres défunts de l'Institut de France (fondation Clément Juglar) sera célébrée le mercredi 18 juin, à 10 h. 1/2, très précises, en l'église Saint-Germain des Prés.

La messe sera dite par M. l'abbé Chabot, de l'Académie des Inscriptions. Le grand orgue sera tenu par M. Ch. M. Widor, secrétaire perpétuel de l'Académie des Beaux-Arts.

Nous apprenons la mort :

De Don Marcantonio Altieri, fils de feu le prince Paolo Altieri et de feu la princesse Matilde, née d'Urac de Wurtemberg, décédé subitement à Casina, en prenant un bain de mer. Ancien officier de cavalerie, il était au nombre des personnalités marquantes de l'aristocratie italienne.

BIENFAISANCE

S. A. le maharaja de Kapurthala, un très grand ami de la France, le prince des Indes le plus populaire à Paris, a envoyé au gouvernement français, par l'intermédiaire de l'ambassadeur d'Angleterre, la somme de 15.000 francs pour les régions dévastées.

REIMS et CHAMPS DE BATAILLE

100 francs tout compris
PAR COMFORTABLES CARS-TOURISTES
AGENCE NATIONALE DE VOYAGES
12, boulevard des Capucines. — Gutenberg 38-59

LA MAGNÈTE

à tous les états
LA MAGNÈTE Française

20^e COLIS DE PARFUMERIE

franco rare. Contre remboursement, 0,75 en plus.
3 savons, 120 g. eau cologne, 80 g. dentifrice, 60 g. p. ris.
40 g. 1/2 crème de beauté, 4 parfums, 4 surprises.
IDEAL-FABRIC, 9, r. d'Anjou, SAINTE-GENEVIEVE (S.-et-O.)

BAGNOLES-DE-L'ORNE

HOTEL DES THERMES
— dans le Parc de —
L'Établissement Thermal

TRAINS DIRECTS DE PARIS

Nous rappelons à nos abonnés que toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de la dernière bande d'abonnement et de 50 centimes pour frais de port. Il ne pourra être fait droit qu'aux demandes présentées dans les conditions ci-dessus.

BEGONIA

Demandez circulaire illustrée.
Rue de La Borde, Segré

RÉNOVATEUR ROBINET

TEINTURE INSTANTANÉE Pour CHEVEUX
17, Rue Croix des Petites-Champs, PARIS

VENTES D'IMMEUBLES

PASSY. Charmant hôtel, 2 salons, salle à manger, 4 chambres de maître. Joli jardin. Possibilité d'habiter garage. Prix : 200.000 francs. S'adresser à M. Malleville fils, 51, boulevard Malesherbes.

RASOIRS & LAMES

GILLETTE
KIRBY, BEARD & CO. L^{ts}
5, Rue Auber, PARIS

Taches de Rousseur

La Crème Diane est le remède le plus efficace. Les taches disparaissent en 24 heures. Effet garanti. Prix : 4 francs. Remboursement 4 fr. 50. Seul dépôt : Pharmacie du Cerf, Strasbourg 14.

AVOCAT

10 fr. Consult. rue Vivienne 51, Paris. Divorce. Annulation religieuse. Réhabilitation de l'honneur de l'homme de loi. Sûreté confidentielle. Enquêtes discrètes (32^e année).

Garde-Meuble de l'Étoile

44, Rue de Douai, 44
VENTE
TOUS LES JOURS DE MOBILIERS DE TOUS STYLES. Salons, Salles à manger, Chambres, tout une unique. Objets d'art. Cabinet de travail. Lits de repos. Bergères. Tapisseries. Bronzes. Pendules. Meubles divers.

A MOITIÉ ET AU TIERS DE LEUR VALEUR

AUBERT-PALACE

24, Boul. des Italiens
Une Volonté
Juste en face du Crédit Lyonnais

MON aimable et spirituel voisin de Bloc-Notes, Emile — puisqu'il faut l'appeler par son nom, ou plutôt par son prénom — a publié avant-hier une opinion qui m'a troublé.

Les bonnes de restaurant nous ont, paraît-il, menacés d'une grève : la grève du bonnet. Elles n'entendent pas le lancer par-dessus les moulins ; c'est une direction trop connue et les bonnes de restaurant sont des indépendantes. Ce qu'elles veulent, simplement, c'est se débarrasser de leur bonnet.

Pourquoi ? Il y a deux interprétations possibles. Celle que présente « Emile » ne m'étonne pas : elle est l'interprétation masculine... et galante, par conséquent. Mon voisin trouve excellent que des travailleuses revendiquent, entre autres libertés, « la liberté de la coiffure », et « le droit des cheveux à disposer d'eux-mêmes ». Il estime qu'une telle grève serait belle ; qu'elle serait « une grève d'art ».

Allons, voyons, n'exagérons pas, voisin. Ce bonnet n'est pas si laid. Il y a même de petites têtes qu'il coiffe le mieux du monde. Mais voulez-vous mon interprétation, à moi, et la vraie raison de ces mécontentements ? ou, au moins, celle que je crois vraie : les bonnes de restaurant n'aiment pas leur coiffure, uniquement parce qu'on les oblige à la porter. Sentiment très humain, après tout, que nous éprouverions tous les deux, sans doute, si nous étions bonnes de restaurant.

Le Français aime l'uniforme. Mais il n'aime pas la livrée, c'est-à-dire tout ce qui, dans le costume ou l'aspect du travailleur, est une marque visible de subordination. J'en ai eu tout dernièrement une preuve amusante.

J'avais publié mon opinion sur « la question des domestiques ». Et les lettres d'envies ! Comme j'avais essayé d'être juste envers tout le monde, il m'arriva de ne satisfaire complètement personne. Il y avait cependant, dans cette correspondance, des lettres très raisonnables, très intéressantes, et notamment, celle d'un valet de chambre qui me confiait certains ennuis de son métier. Ce qui humiliait surtout cet homme c'était qu'on l'obligeait à raser sa moustache ! « Je sais bien, écrivait-il, que cet usage est de plus en plus répandu, et que, parmi les jeunes gens du monde, et même parmi les officiers, la mode est de se raser les lèvres. Oui, mais... ceux-là le font, parce qu'ils le veulent bien ! Moi, non, m'y force ».

Tout est là, en effet. Nous n'aimons pas « qu'on nous force ».

SONIA.

Va-t-on manquer de taxis ?

Certains journaux ayant annoncé l'arrêt prochain des voitures de place, qui paieraient tant bien que mal, pour les Parisiens pressés, les inconvénients de la grève des transports en commun, nous avons interrogé une « haute personnalité du Ravitaillement » sur l'éventualité d'une crise d'essence pour les auto-taxis.

La déclaration suivante nous a été faite : — L'information tendancieuse dont il s'agit est dénuée de tout fondement. Elle a paru à plusieurs reprises, ces jours derniers, et nul n'a constaté, que je sache, une disette d'essence et une interruption des services de distribution.

Il y a, en France, des stocks d'essence pour quatre ou cinq mois de consommation normale, — y compris les besoins de l'armée, sur le ravitaillement de laquelle le maréchal Foch a exprimé sa satisfaction personnelle.

Il n'y a pas davantage de crise de bidons, ainsi que l'ont suggéré d'autres feuilles. Tout au plus manque-t-il une partie des ouvriers chargés de mettre l'essence dans les bidons, et qui ont suivi le mouvement gréviste du syndicat des ouvriers chimistes.

Le ralentissement momentané de la distribution de combustible aux compagnies de location d'automobiles de la région parisienne a été tout à fait insignifiant. Les taxis ont roulé comme si de rien n'était, et ils continueront à rouler si rien d'autre ne les empêche d'assurer leur service.

La grève des ouvriers chargés du remplissage des bidons touche à sa fin. Deux usines de raffinage de pétrole et de bidonnage des environs de Paris ont repris le travail sans condition. On envisage la réouverture des autres à bref délai.

Sous la Coupole

On a beaucoup parlé, hier, à l'Académie, des prochaines élections.

Il en reste encore trois à faire pour compléter le nombre des Quarante, en assurant les successions du marquis de Ségur, d'Edmond Rostand et d'Etienne Lamy. Tout le monde est d'accord pour placer les deux dernières à la fin de l'année, mais les avis sont partagés en ce qui concerne la date de l'élection au fauteuil Ségur.

On sait que cette élection, tentée le 22 mai sans résultat, avait dû être ajournée. Or, plusieurs Immortels se montrent enclins à ne point prolonger jusqu'après les vacances cet ajournement, et à proposer les dates du 3 ou du 10 juillet.

Ce n'est que jeudi que l'Académie franchera définitivement la question. D'autre part, on espère pouvoir recevoir, à moins d'événements imprévus, après les vacances etc., la paix, M. Jules Cambou et le maréchal Foch, qui pensent être prêts en novembre à passer sous la Coupole.

Ces réceptions donneront les deux grands électeurs de plus à l'Académie.

CE QUE CRAIGNAIT VICTOR FOURNETTE

Voulez-vous passer trois heures délicieuses ? Lisez un livre qui vient de paraître, qui est signé Pierre Valdigagne, et qui s'intitule : Ce que craignait Victor Fournette.

Pierre Valdigagne nous avait déjà donné des romans charmants et profonds. Il n'avait jamais encore témoigné d'autant de talent que dans sa nouvelle œuvre.

A peine paru, ce roman — qui, chose rare, peut être lu par tout le monde — obtient un gros, un gros et légitime succès.

Vous le répète : achetez, lisez Ce que craignait Victor Fournette.

LE PONT DES ARTS

La Société nationale des antiquaires de France vient de nommer membre honoraire le docteur don José de Figueiredo l'ancien directeur du musée national de Lisbonne. La Société des antiquaires n'a pas voulu uniquement récompenser les beaux travaux de l'érudit et critique d'art, mais rendre, en sa personne, un affectueux hommage à la nation alliée.

Depuis le 2 juin, le paysagiste Charles Menneret expose, Paris, une collection d'études on s'affirme un talent en pleine maturité. Cette exposition, du plus vif intérêt, prendra fin le 25 juin.

L'exposition Carolus Duran sera inaugurée, au musée du Luxembourg, entre le 20 et le 25 juin.

Par autorisation spéciale de S. M. le roi d'Espagne, les tableaux de Goya exposés au Petit-Palais seront transportés, demain samedi, à Bordeaux et exposés au musée de l'Hôtel de ville.

LA VEILLEUR.

LA CURIOSITÉ

Hôtel Drouot. — Salles 5 et 6. — Exposition. Mobilier de salon en ancienne tapisserie, anciens tapisseries, meubles, bronzes, tableaux, tapis, appartenant à M. le vicomte de X. (M. Baudouin, MM. Sorla, Duchesne et Dupont).

Salles 9. — Exposition. Estampes et dessins anciens et modernes composant la collection du professeur Pozzi (M. Lait-Dubouche, M. Loys Delteil).

Salles 10. — Vente. Objets d'art et d'ameublement, porcelaines, pastels, bronzes, meubles, tableaux anciens, appartenant à Mme de X.

LES COURSES

Aujourd'hui, à 2 h., Courses à Saint-Cloud

PROPRIÉTAIRES CHEVAUX AGE Poids Notes probables

PRIX DE PORT-MARLY

A réclamer. 2.500 francs. 2.500 mètres.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

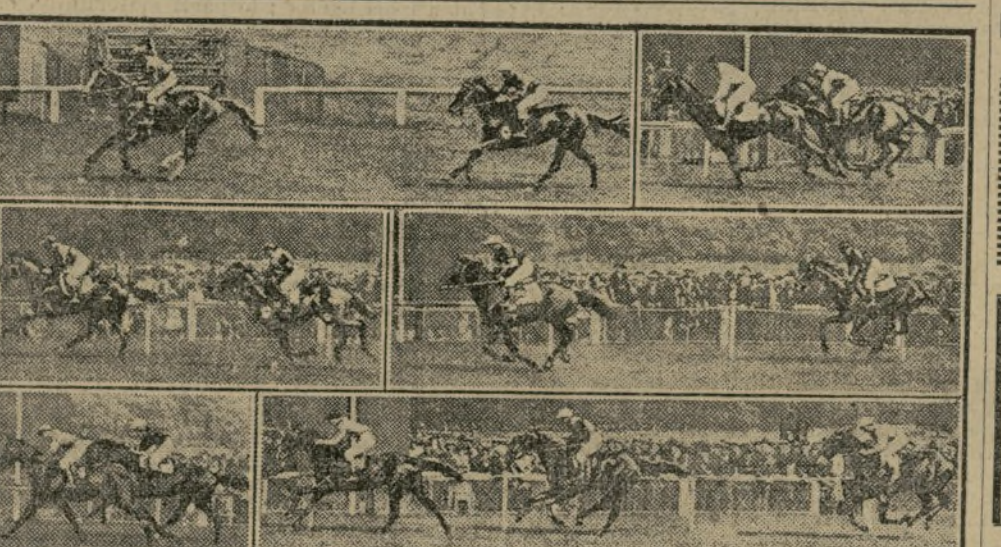
M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.

M. de Jéray. Amance. 6 61 1/2. L. Goupeau.



De gauche à droite et de haut en bas : PRIX DE VINEUIL : 1. Nulle Espérance, 2. Pantomime. — PRIX DE LAMORLAYE : 1. La Gloire de Hotot, 2. Adventure. — PRIX DE LA PELOUSE : 1. Sorgho, 2. Zizanie II. — PRIX DE COURTEUIL : 1. Paradoxe II, 2. Le Gnome. — PRIX LA ROCLETTE : 1. Château Lafite, 2. Montmartin. — PRIX DES LIONS : 1. Saint Hélier, 2. Rodia, 3. Héliogoland.

Prix Macdonald. — Qu'il est Beau, Prince Errant.

Prix de Fereq. — Rainfall, Briollette, Prix Le Hardy.

Longchamp. — Résultats du jeudi 12 avril.

A réclamer. 3.000 francs. 1.000 mètres.

1. Nulle Espérance, Fr. Monnier. 2. Pantomime (Lemmel). 3. longueurs.

PRIX DE LA MORLAYE

4.000 francs. 2.000 mètres.

1. La Gloire de Hotot, Jean Stern. 2. Adventure (Shore). 3. longueurs.

PRIX DE LA PELOUSE

Handicap libre. 4.000 francs. 3.000 mètres.

1. Sorgho (Belhouse). 2. Zizanie II (Belhouse). 3. longueurs.

PRIX DE LA MORLAYE

4.000 francs. 2.000 mètres.

1. La Gloire de Hotot, Jean Stern. 2. Adventure (Shore). 3. longueurs.

PRIX DE LA PELOUSE

Handicap libre. 4.000 francs. 3.000 mètres.

1. Sorgho (Belhouse). 2. Zizanie II (Belhouse). 3. longueurs.

PRIX DE LA MORLAYE

4.000 francs. 2.000 mètres.

1. La Gloire de Hotot, Jean Stern. 2. Adventure (Shore). 3. longueurs.

PRIX DE LA PELOUSE

Handicap libre. 4.000 francs. 3.000 mètres.

1. Sorgho (Belhouse). 2. Zizanie II (Belhouse). 3. longueurs.

PRIX DE LA MORLAYE

4.000 francs. 2.000 mètres.

1. La Gloire de Hotot, Jean Stern. 2. Adventure (Shore). 3. longueurs.

PRIX DE LA PELOUSE

Handicap libre. 4.000 francs. 3.000 mètres.

1. Sorgho (Belhouse). 2. Zizanie II (Belhouse). 3. longueurs.

PRIX DE LA MORLAYE

4.000 francs. 2.000 mètres.

1. La Gloire de Hotot, Jean Stern. 2. Adventure (Shore). 3. longueurs.

PRIX DE LA PELOUSE

Handicap libre. 4.000 francs. 3.000 mètres.

1. Sorgho (Belhouse). 2. Zizanie II (Belhouse). 3. longueurs.

PRIX DE LA MORLAYE